

# Soyons prêts aux nouveaux marchés



PAR BRICE LALONDE,  
PRÉSIDENT D'EDEN (ASSOCIATION EQUILIBRE DES ENERGIES)

Qui fera le boulot ? Quelle que soit la stratégie de la France, déterminée au niveau national ou européen, pour réduire les émissions de carbone, le pragmatisme des professionnels aura le dernier mot.

Ce qui fera la réussite de cette politique, ce ne sont pas des échéances théoriques qui ne tiennent pas compte des réalités du terrain ni du calendrier. Le succès dépendra de la mobilisation des professionnels et d'une juste appréciation de la cohérence entre les objectifs et les moyens humains et financiers réunis pour les atteindre.

Or, en France, la formation professionnelle a toujours été problématique. Nos filières de formation, en dépit de leur qualité, ne forment pas assez de professionnels pour répondre à la multitude des chantiers.

Je voudrais mentionner deux sujets pour lesquels l'implication de votre fédération est importante.

Dans la rénovation des bâtiments, nous pouvons évaluer entre trente et quarante mille les professionnels aptes à répondre aux sollicitations. Or le gouvernement fixe le besoin en chantiers de rénovation à environ un million de logements par an. Cela signifie qu'il faudrait entre cinq et dix fois plus de professionnels pour répondre à cette programmation. Il n'y a pas d'autre solution pour y parvenir que de multiplier les formations calées sur ces objectifs. Et malheureusement il n'existe pas ou pratiquement pas de référentiels adaptés.

Deuxième point, nous savons tous que, concernant le chauffage des logements, il y a peu d'alternatives pour se débarrasser définitivement des énergies fossiles autres que les radiateurs électriques et les pompes à chaleur. Le marché est immense. Plusieurs millions d'installations sont à revoir. Là encore, et FEDELEC est bien placée pour le savoir, nous n'avons ni le matériel disponible ni les entreprises en quantité suffisante pour faire face à cette programmation.

Il est donc capital que des fédérations comme la vôtre s'engagent fortement dans une politique de formation et de labellisation à la hauteur de ces défis. La mobilisation des fédérations professionnelles ne sera sans doute pas suffisante, mais elle est indispensable. Les ambitions de la formation professionnelle française doivent être revues. Cela passe par le renouvellement complet des filières de formation, le recrutement de formateurs à jour des dernières techniques et une politique d'orientation des jeunes qui soit véritablement fondée sur l'accès à l'emploi. Il est primordial que tous les acteurs partagent cette vision et ces objectifs. A défaut, un jour viendra où les professionnels se verront reprocher ne pas tenir des échéances dont ils ne sont absolument pas responsables. ■